

ENTRETIEN

Directeur de recherches émérite au CNRS, Alain Chouraqui travaille à analyser les engrenages historiques qui ont provoqué l'avènement des totalitarismes et des politiques génocidaires. Il est notamment l'auteur du *Vertige identitaire. Tirer les leçons de l'expérience collective : comment peut basculer une démocratie ?* (Actes Sud, 2022). Il a également piloté la création du site mémoriel du camp des Milles, ancien lieu d'internement et de déportation situé sur la commune d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et est à l'initiative du réseau Institutions mémorielles et éducation à la citoyenneté, créé après les attentats de 2015 en France, qui réunit des structures comme le Musée-mémorial d'Auschwitz-Birkenau (Pologne), le Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation de Lyon, le Centre Simon-Wiesenthal ou le Jewish Heritage Centre de l'Ouest canadien. Une quinzaine de lieux et d'associations mémoriels ont rendu public un manifeste, jeudi 27 juin, qui appelle les citoyens « à s'opposer démocratiquement aux dynamiques puissantes d'exclusion et de rejet de l'autre que provoquent les idéologies sectaires et les partis qui s'en inspirent ».

Vous étudiez depuis plusieurs années les processus de basculement des sociétés vers les totalitarismes. Aujourd'hui, peut-on dire que les menaces sur la démocratie en France n'ont jamais été aussi élevées ?

L'histoire des plus grandes tragédies humaines nous alerte sur la mécanique de l'engrenage : chaque étape prépare et facilite la suivante, dans l'esprit de chaque individu comme dans la société. Et l'analyse montre que de telles dynamiques sociétales peuvent aller très vite et très loin lorsqu'elles sont nourries par des extrémismes identitaires. Ceux-ci transforment des questions parfois légitimes en obsession identitaire mortifère, qui masque en outre les problématiques sociales, économiques ou écologiques.

Aujourd'hui, nous constatons que les principaux éléments qui, dans l'histoire, caractérisent une séquence précédant un basculement autoritaire sont en place : perte de repères, brutalisation, contestation des institutions et des élites, crispations identitaires, illustrées par une flambée des actes antisémites depuis le 7 octobre 2023 et une augmentation des actes racistes après les élections européennes. En Europe, l'antisémitisme est toujours, selon Walter Benjamin, un « avertissement d'incendie », et aussi un signe révélateur des désordres de la société. Je dirais que l'avertissement n'a pas été suffisamment entendu depuis les années 2000. Désormais, le stade de l'alerte est dépassé : l'incendie est là, et les Juifs ne sont pas les seuls à être menacés, avec un niveau significatif de violence dans la société, de manipulation du langage, d'anxiété collective, où chacun a peur de l'autre.

Quelle peut être l'étape suivante ?

Lorsque les résistances au processus, y compris par le vote, sont insuffisantes pour empêcher un basculement autoritaire, la séquence suivante est surtout caractérisée par des atteintes à l'indépendance de la justice, des médias et de la culture. On assiste également à une augmentation des internements arbitraires et à une aggravation des violences politiques. Nous vivons aujourd'hui une situation détestable dans laquelle certains acteurs politiques instrumentalisent et s'emploient à accroître les tensions. C'est un emballement déjà difficilement maîtrisable, un maelström qui menace jusqu'à la paix civile. Si un parti extrémiste arrive au pouvoir, il peut être amené à se durcir plus encore qu'il ne l'aurait voulu lui-même, soit du fait de ses échecs probables, soit en réaction à des désordres suscités par ses adversaires ou par ses propres ultras, voire par des provocations extérieures.

Quand vous dénoncez un parti extrémiste, de qui parlez-vous ?

Par principe, la Fondation du camp des Milles ne prend pas de position partisane, quitte peut-être à déplaire à beaucoup de monde. À l'heure où l'audience de l'histoire et des sciences de l'homme recule, notre mission est d'apporter des clés de compréhension éprouvées par l'expérience des grandes tragédies humaines. À chacun ensuite de les appliquer au présent comme il l'entend.



VANNI LEGENDRE

Alain Chouraqui

« La démocratie n'est pas seulement dans l'élection, mais surtout dans l'après-élection »

Le chercheur et président fondateur de la Fondation du camp des Milles alerte sur un possible basculement de la France dans l'autoritarisme, tant elle cumule beaucoup des critères caractéristiques de séquences historiques passées

Vous dites parfois que « le sociétal déborde le politique ». La situation actuelle confirme-t-elle cette idée ?

Ô combien ! Nous passons aujourd'hui de surprise en surprise sur le plan politique. La dernière est l'échec de toutes les projections pour le second tour des législatives. Les paramètres utilisés pour l'analyse sont souvent trop exclusivement politiques et pas assez sociétaux, alors que ce sont des courants en eaux profondes qui font évoluer les sociétés et affleurent au niveau politique dans une écume difficile à anticiper ou à comprendre sans vision large, ni approche pluridisciplinaire. Et la déstabilisation du politique par le sociétal est aujourd'hui d'autant plus forte que la dimension identitaire a été installée au centre du débat public et introduit des peurs, du ressentiment voire des haines dans la régulation sociétale d'ensemble. L'histoire connaît bien de telles situations, plus souvent pour le pire que pour le meilleur. Elle nous enseigne que cette dérive mène vite du souci

légitime de l'identité à l'extrémisme identitaire, religieux, nationaliste ou ethnique, qui durcit une opposition entre « eux » et « nous », potentiellement explosif et contagieux.

Une fois la démocratie arrivée sur une ligne de crête, personne ne maîtrise plus vraiment de tels engrenages enclenchés ou nourris par des apprentis sorciers croyant pouvoir instrumentaliser des passions qui finissent souvent par les dévorer eux-mêmes. L'histoire des pires tragédies est celle des enjeux sociétaux mal maîtrisés par le politique, qui se voit réduit à gérer maladroitement des symptômes sans bien les comprendre ni en traiter les causes. Le risque existe alors de voir le pouvoir réagir de façon autoritaire et myope, avec l'illusion de dominer tout ce qui lui échappe.

Vous avez développé un indice scientifique qui mesure l'évolution des menaces sur la démocratie en France. Depuis 2022, il connaît une augmentation inédite. Les résultats des législatives fragilisent-ils encore plus nos institutions ?

La situation d'urgence démocratique préexistait à la dissolution. Et il n'y eut pas de grande surprise de notre point de vue dans les résultats électoraux du premier tour des législatives, car la montée des extrémismes identitaires était inscrite dans la tendance sociétale lourde déjà observée. Ce contexte fait que notre pays a atteint l'étape médiane des dynamiques ayant conduit aux grandes tragédies, celle du passage à un régime hybride ou autoritaire. Notre indice d'alerte démocratique, fondé sur les caractéristiques observées dans le passé, montre



SI UN PARTI EXTRÉMISTE ARRIVE AU POUVOIR, IL PEUT SE DURCIR PLUS ENCORE QU'IL NE L'AURAIT VOULU LUI-MÊME, SOIT DU FAIT DE SES ÉCHECS, SOIT EN RÉACTION À DES DÉSORDRES SUSCITÉS PAR SES ADVERSAIRES OU PAR SES PROPRES ULTRAS

une montée très significative des risques pour la démocratie, multipliés par six entre 1990 et 2023. Cependant, nous n'avons pas été complètement surpris par le sursaut républicain et universaliste qui a finalement conduit au reflux des extrémismes identitaires au second tour, la France présentant encore des capacités de résistance.

Que pensez-vous du rôle des médias dans cette montée des extrémismes ?

C'est un rôle central. Les médias sont à la fois témoins et acteurs de cette situation, à un moment où leur modèle lui-même est défié par les réseaux sociaux, le complotisme, les fake news, la perte d'indépendance. Beaucoup d'entre eux ont attisé le feu des intolérances, par goût du spectaculaire ou pour des raisons idéologiques. Si un parti extrême arrive au pouvoir et qu'il y a un engrenage d'actions et de réactions, les médias auront une mission essentielle de prise de recul, pour ne pas aggraver encore la confusion et les risques de violence. Un sursaut deviendrait alors impératif, y compris dans leur intérêt.

Voyez-vous un élément positif dans la crise que nous traversons ?

Oui, celui de tout électrochoc. En plus de nécessaires mesures de justice sociale, deux grands chantiers de long terme me semblent prioritaires. D'abord, face aux surprises évoquées traduisant une inadéquation de certaines analyses, une part importante des réflexions collectives doit être désormais consacrée à la prise en compte par le politique des aspects multidimensionnels du sociétal. En s'appuyant probablement sur des formes diverses et complémentaires de participation citoyenne. À défaut de ce travail sur les limites du regard politique, ce sont les démagogues qui s'emparent des colères et des peurs, en particulier identitaires, et qui sapent le minimum de raison nécessaire en démocratie.

Ensuite, devant l'urgence sociétale, doit s'ouvrir le grand chantier d'une pédagogie renouvelée de la démocratie, dès l'enfance. Il pourrait comprendre deux volets : celui d'un meilleur apprentissage de l'autonomie politique du citoyen mais aussi de son interdépendance avec l'autorité et avec l'autorité. Espérons aussi que l'électrochoc réveille les démocrates, qui se sont un peu endormis sur ce qu'ils croyaient être des acquis et qui n'ont pas suffisamment réagi aux alertes répétées. Pourquoi n'apprend-on pas très tôt les processus qui mènent à la fin de l'État de droit démocratique, ni les résistances possibles ? Pourquoi n'apprend-on pas mieux que la démocratie n'est pas seulement dans l'élection mais surtout dans l'après-élection ? Et qu'il ne suffit pas qu'un gouvernement arrive au pouvoir par les urnes pour qu'il soit démocratique. Le citoyen doit juger son respect des contre-pouvoirs et des droits humains, pour lesquels nos aînés ont tant lutté, au nom de l'identité républicaine et universaliste de notre pays. Empathie envers l'autre, vigilance citoyenne, et certainement de garde-à-vous complice devant un pouvoir non respectueux de la fraternité républicaine. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES ROF (MARSEILLE, CORRESPONDANT)